

## SOCIÉTÉ

## L'Afrique, nouvel eldorado des grandes écoles françaises

Centrale-Supélec, Essec... beaucoup s'implantent sur ce continent pour profiter du boom démographique.

**ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR** Vingt-deux millions. C'est le nombre d'étudiants supplémentaires que comptera l'Afrique en 2030, selon une analyse démographique du cabinet Paxter, fondé par l'ancien président de la Conférence des grandes écoles (CGE), Pierre Tapie. Ils ne sont que 8 millions aujourd'hui. Une véritable explosion, que de nombreux établissements hexagonaux ont anticipée. Au cours des douze dernières années, le nombre d'étudiants africains au sein des grandes écoles en France a progressé de 130 %, selon la CGE. Mais depuis quelques années, les grandes écoles ne se contentent plus d'aller chercher leurs étudiants en Afrique, beaucoup s'y implantent. Il ne se passe pas une semaine sans que l'une d'elles annonce la création d'un nouveau programme, l'ouverture d'un campus ou d'un bureau de représentation dans ce nouvel eldorado de l'enseignement supérieur mondial.

Destination préférée des établissements français : le Maroc. Depuis quelques années, le royaume a ouvert ses portes aux grandes écoles françaises dans le but de devenir un point de connexion entre l'Europe et l'Afrique. Plusieurs écoles de commerce prestigieuses ou d'ingénieurs, comme Tou-

louse Business School (TBS), l'Essec, l'EM Lyon, Centrale-Supélec ou encore l'EIGSI, s'y sont établies. « C'est la zone la plus dynamique de la région, il y a un réseau d'entreprises très dense et un vrai potentiel de création d'activité sur tout le Maghreb », justifie François Bonvalet, directeur de TBS. En mai 2017, l'école de management a inauguré son nouveau campus au cœur du quartier des affaires de Casablanca. Un mois plus tôt, c'était l'Essec, autre poids lourd des écoles de commerce françaises, qui ouvrait son implantation marocaine, à Rabat. « Ce

pays est devenu un acteur économique de premier plan et s'est clairement positionné comme un trait d'union entre l'Afrique et l'Europe », atteste Thierry Sibieude, directeur du campus, qui évoque la stratégie de recrutement de talents en Afrique subsaharienne des autorités marocaines.

Mais de nombreux autres pays du continent africain attirent les établissements hexagonaux. « L'Afrique est une priorité pour HEC, assure François Collin, directeur délégué au développement international de la grande école

parisienne. Il s'agit d'une région clé pour notre développement. Chaque année, près de 1000 Africains viennent suivre nos programmes à Paris, et nous avons tissé des partenariats avec de nombreux établissements sur place. » L'école a décidé d'ouvrir un bureau permanent, à Abidjan, en Côte d'Ivoire. Sciences Po aussi vient tout juste d'annoncer l'inauguration de son premier bureau de représentation à Nairobi, au Kenya. Le but : faire venir des étudiants prometteurs. « Nous souhaitons diversifier notre recrutement sur le continent africain. Il est absolument

vital pour nous d'être présents dans cette zone du monde où la démographie est impressionnante et où vit donc une bonne partie des talents de la planète », argue Frédéric Mion, le directeur de l'Institut d'études politiques parisien.

Autre raison du choix des écoles de s'exporter en Afrique : le fort potentiel de développement du continent. « C'est un territoire d'avenir, qui est capable de faire de véritables sauts technologiques. Dans les années qui viennent, l'Afrique va faire une progression digitale très importante », anticipe Frédérique Vincent, directrice de l'enseignement et de l'international de l'Institut Mines-Télécom (IMT), qui a récemment signé un partenariat avec l'école Polytechnique de Dakar, au Sénégal. L'ESIEE, autre école d'ingénieurs française, possède déjà deux campus en Afrique du Sud, au Cap et à Pretoria. « Notre présence en Afrique est une véritable opportunité pour les entreprises françaises sur place qui ont besoin d'un point d'ancrage scientifique. Elles recrutent une grande partie de nos diplômés », expose Jean-Luc Polleux, directeur des relations internationales de l'école. Avec en ligne de mire, pour ces écoles, un objectif commun : « Connecter l'Afrique au reste du monde », conclut Frédéric Mion. ■

## Quand Harvard paie ses diplômés pour aller sur ce continent

La ruée des établissements d'enseignement supérieur vers l'Afrique est un phénomène mondial. Signe révélateur de cet engouement, l'arrivée en Tunisie, il y a tout juste un an, de la prestigieuse université américaine Harvard, qui a ouvert un centre d'études consacré au Moyen-Orient. Mais son intérêt pour le continent africain ne se limite pas à cette installation. Le 31 janvier dernier, l'école de commerce de Harvard, la Harvard

Business School (HBS), a annoncé la création d'un programme de bourses d'un genre nouveau : un complément de salaire pour ses diplômés qui décideraient d'aller travailler en Afrique. Cette dotation « est conçue pour combler l'écart entre le salaire annuel du bénéficiaire et un revenu de 100 000 dollars » (revenu auquel est censé prétendre un diplômé de Harvard), indique l'université. Les diplômés qui en bénéficieront

pourront toucher jusqu'à 50 000 dollars par an, dans la limite de 150 000 dollars par personne et ce pendant cinq ans après l'obtention de leur diplôme. « Nous voulons soutenir nos diplômés qui veulent s'investir dans les marchés émergents », explique Chad Losee, directeur général des admissions et de l'aide financière à Harvard. Selon lui, « ce programme va aider à attirer les meilleurs talents en Afrique ». ■

P. C.

L'Icam, école d'ingénieurs française, a inauguré, le 1<sup>er</sup> février, son campus de Pointe-Noire, au Congo-Brazzaville. Les nouveaux locaux abritent, outre les salles de cours, une résidence étudiante et des laboratoires très équipés.

SERGE VALLON

## Au Congo, un nouveau campus pour l'Icam

WALLY BORDAS @wallybordas  
ENVOYE SPECIAL A PONTE-NOIRE

LA MESSE d'inauguration, célébrée en petit comité par l'évêque jésuite de la ville, vient de se terminer. Dans la grande cour intérieure du campus, sous un soleil de plomb, une belle estrade a été montée. Ce jeudi 1<sup>er</sup> février, Pointe-Noire, la capitale économique du Congo-Brazzaville, accueille un événement particulier. L'Institut catholique des arts et métiers (Icam), école d'ingénieurs française, inaugure son nouveau campus. Une capacité de 400 places, occupée aujourd'hui par 220 étudiants, pour la plupart des bacheliers scientifiques qui ont été recrutés sur concours. Coût de l'école, environ 3 000 euros annuels, contre 6 800 en France, une somme que l'Icam peut avancer : l'étudiant rembourse à partir de sa troisième année, quand il se retrouve en alternance et qu'il est payé.

Pour l'occasion, la direction de l'école a vu les choses en grand. Mais l'histoire de l'Icam avec le Congo ne date pas d'hier. Sollicitée par l'Ucac (Université catholique d'Afrique centrale) pour ouvrir une formation d'ingénieurs dans ce pays, l'école s'est installée ici dès 2002. « Nous avons constaté que les Africains qui venaient suivre nos formations en France y restaient ensuite, une fois diplômés. Nous nous sommes dit qu'il serait intéressant de former des Africains en Afrique pour l'Afrique », se souvient Jean-Michel Viot, directeur général de l'Icam. Deux années après, l'Ucac-Icam ouvrait

un autre campus, à Douala, au Cameroun. Depuis, les étudiants qui rejoignent la formation effectuent les deux premières années de leur cursus à Pointe-Noire, où ils obtiennent un BTS maintenance industrielle. Ils poursuivent ensuite avec le cycle ingénieur, qu'ils effectuent en trois années, sur le campus de Douala.

La chaleur est étouffante dans la très verte cour du nouveau campus. Situés en centre-ville, les bâtiments de l'Icam, blanc et rouge, sont flamboyants. Une caractéristique qui les distingue des bâtiments des alentours, souvent très anciens, délabrés et abandonnés. Les prises

**« Je crois en l'inventivité de nos jeunes, encore faut-il qu'on leur donne les moyens »**

BRUNO JEAN-RICHARD ITOUA, MINISTRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR CONGOLAIS.

de parole se succèdent devant une foule d'invités cosmopolites et très attentifs. Le ministre de l'Enseignement supérieur congolais, Bruno Jean-Richard Itoua, vante le partenariat Ucac-Icam et insiste sur l'obligation, pour le Congo, d'« identifier les compétences et les métiers sans lesquels le pays ne peut pas se développer ». Applaudissements du public. Le pays, qui a connu la guerre civile entre 1993 et 1999, a indéniablement besoin de nouvelles compétences pour se développer. Pour l'instant, il vit de son industrie pétrolière : les recettes du secteur re-

présentent près des deux tiers du PIB du pays. Ainsi, la plupart des diplômés de l'école s'insèrent professionnellement dans l'une des entreprises pétrolières de la région. « J'ai fait mon alternance chez Total et j'y travaille maintenant en tant qu'intérimaire », témoigne Godelu, jeune diplômé de l'école. L'entreprise Total est d'ailleurs le principal partenaire financier de l'établissement. « Elle nous a hébergés gracieusement pendant quinze ans et financé à près de 30 % la construction de notre nouveau campus », relate le directeur de l'Icam. Très présente dans la ville, la société française possède même son propre restaurant, en bord de mer.

L'école, qui souhaite contribuer au développement économique de la région, encourage vivement ses étudiants à l'entrepreneuriat. Un incubateur devrait d'ailleurs être lancé dans quelques mois. « Beaucoup de jeunes entrepreneurs, parallèlement à leur travail quotidien, mais ils ne sont pas aidés par les collectivités », lâche une jeune diplômée de l'Icam.

Durant son discours, le ministre de l'Enseignement supérieur congolais évoque ce manque de soutien. « Je crois en l'inventivité de nos jeunes, encore faut-il qu'on leur donne les moyens. Je souhaite voir chaque étudiant d'une tablette et chaque enseignant d'un ordinateur », martèle-t-il. Sourires amusés dans l'assistance. Car, pour le moment, si le campus possède de nombreuses salles de cours, une résidence étudiante et des laboratoires très équipés, il n'a pas encore un débit suffisant pour que les étudiants puissent utiliser Internet... ■

JOSÉ MILANO

DIRECTEUR GÉNÉRAL DE KEDGE BUSINESS SCHOOL



**Nous adaptons nos programmes aux besoins des entreprises**

Kedge BS a ouvert un campus à Dakar (Sénégal) depuis maintenant dix ans. Quel bilan tirez-vous de ces années de présence en Afrique ?

La mise en place des programmes a été longue. Et nous avons dû construire avec des partenaires qui ont une culture différente, ce qui n'est pas toujours simple. Mais nous sommes très satisfaits du résultat. En dix ans, nous sommes passés de cent étudiants à plus d'un millier cette année. Ces deux dernières années, la croissance a été de 20 %. Nous avons maintenant 11 enseignants permanents qui travaillent là-bas et nos professeurs basés en France s'y rendent pour donner des cours. Au départ, nous n'avions qu'un bâtiment ; à présent, nous en possédons trois dans le centre économique de Dakar. Et nous accueillons de plus en plus d'étudiants d'autres pays d'Afrique subsaharienne : des Ivoiriens, des Togolais, etc.

Les programmes sont-ils les mêmes qu'en France ?

Nous allons de plus en plus vers des programmes hybrides qui n'existent pas en France. Des cursus qui mêlent ingénierie et management. Nous avons par exemple lancé un bachelor agroalimentaire en partenariat avec l'Isara-Lyon, une école d'ingénieurs française, afin de former des cadres moyens, très recherchés au Sénégal. Cette hybridation des programmes est

extrêmement porteuse en Afrique, puisque les entreprises en forte croissance cherchent des diplômés de niveau bac+3 qui ont des compétences transverses. D'ailleurs, cela nous donne des idées pour la France.

Les écoles françaises implantées

en Afrique semblent très liées aux grandes entreprises présentes sur place. Est-ce le cas pour vous ? Au début, ce n'était pas le cas. Mais ça s'est de plus en plus. Nous avons construit des programmes en fonction des besoins des entreprises du Sénégal. L'objectif est d'avoir une forte connexion avec le monde économique local, tout en ayant une approche internationale. Nous avons des partenariats avec des entreprises comme Orange, le groupe Bolloré, Hilti ou CMA CGM. Ces sociétés possèdent de gros marchés et cherchent de la main-d'œuvre localement. Nous adaptons nos programmes. Par exemple, depuis que des ressources pétrolières ont été découvertes au large du Sénégal, nous avons lancé des cursus de formation adaptés. Ces grandes entreprises font partie de notre comité stratégique. En septembre 2018, nous lancerons un bachelor en secrétariat de direction, car les patrons des grands groupes nous ont fait savoir qu'ils avaient besoin de cette main-d'œuvre.

PROPOS RECUEILLIS PAR W. B.